

du pays. Avec 37,7% de votes pour son parti et ses 76 000 voix de préférence, l'homme ceint l'écharpe mayorale et s'impose d'ores et déjà comme le grand challenger des élections fédérales qui se profilent à l'horizon 2014. Lors du discours qu'il a prononcé peu après la publication des résultats, Bart De Wever a égrené la liste des villes et communes flamandes où son parti, qui se présentait pour la première fois seul aux élections communales (en 2006, la N-VA apparaissait en cartel avec le parti démocrate-chrétien CD&V), a fait une apparition en force. Se fondant sur cette marée «jaune et noire» (les couleurs de la N-VA), il n'a pas manqué de lancer un appel aux partis au pouvoir, aux francophones et, particulièrement, à l'homme fort de l'autre côté de la frontière linguistique, le socialiste Elio Di Rupo, Premier ministre en titre. «Votre gouvernement de taxes n'est pas soutenu par les Flamands. Prenez vos responsabilités et préparez avec nous la réforme confédérale», a-t-il scandé au micro. Et de prévenir que forte des résultats engrangés dans le nord du pays, de son assise qui est désormais également locale, «la N-VA n'est plus un géant sur des pieds de nain. C'est à présent à nous de défendre le courant flamand, de la rue du village à la rue de la Loi (siège des principales institutions fédérales)».

C'était prévisible: le cabinet du Premier ministre fédéral a laissé passer cet appel issu d'une élection locale sans y répondre. Quant aux partis francophones du pays, ils ont tenté de minimiser la portée de l'élection de Bart De Wever, arguant que ce sera le résultat des élections nationales, et non le scrutin anversoïse, qui déterminera l'avenir du royaume. Ils ont également relevé qu'à présent qu'il est élu bourgmestre, De Wever devra enfin faire la preuve de ses capacités de responsable d'un exécutif. Ils ont souligné qu'en de nombreux endroits, à l'exemple de Gand où se présentait pourtant un autre poids lourd de la N-VA, l'ancien journaliste politique Siegfried Bracke, les partis traditionnels n'ont pas été effacés et, parfois, ont même conforté leur position.

Seuls certains ténors francophones ont, publiquement, pris la mesure de la prise de pouvoir nationaliste dans la grande ville portuaire et en Flandre. Le sénateur Francis Delperée,

ÉLECTIONS EN BELGIQUE : COMMUNALES OU NATIONALES ?

Dimanche 14 octobre 2012, pas une rédaction belge n'a fait l'économie d'un envoyé spécial à Anvers. C'est dans la métropole flamande que se présentait le leader du parti nationaliste flamand N-VA, Bart De Wever, et c'est là qu'il a remporté un triomphe annoncé, dont la dimension, a priori locale, s'étend à l'ensemble

membre du CDH (Centre démocratique humaniste), a ouvertement exprimé ses craintes pour la Belgique: «J'entends chaque semaine le discours de la N-VA, je ne peux être sourd et aveugle. Il faut que les francophones se ressaisissent», a-t-il déclaré à la télévision publique francophone.

C'est également l'avis de plusieurs observateurs étrangers. Pour le quotidien néerlandais *de Volkskrant*, «si les prévisions se confirment, De Wever sera incontournable à l'issue des élections de 2014». Le journal souligne la menace d'une nouvelle crise d'une ampleur dépassant largement la pénible formation de l'actuel gouvernement fédéral, qui avait duré 541 jours. «Les francophones seraient bien avisés d'analyser en toute discrétion comment donner satisfaction aux Flamands. Seul un grand geste, une modification profonde de la structure de l'État belge allant de pair avec d'importantes concessions côté wallon, pourra apaiser le mécontentement flamand», estime *de Volkskrant*.

Réagissant à l'appel confédéraliste de Bart De Wever, le constitutionnaliste de l'Université libre de Bruxelles Marc Uyttendaele a déclaré que «le confédéralisme n'existe pas». Il a rappelé qu'en tête des statuts de la N-VA figurent la séparation du pays et l'indépendance de la Flandre. Pour Uyttendaele, le confédéralisme de Bart De Wever serait la porte ouverte à la scission du pays.

Si l'avènement de la N-VA et le tassement des autres partis (particulièrement celui du parti d'extrême droite *Vlaams Belang*) ont marqué les scrutins en Flandre, les équilibres traditionnels ont, globalement, été maintenus à Bruxelles et en Wallonie. Mais dans quelques communes liégeoises et à Charleroi, régions particulièrement touchées par la crise économique, le Parti du travail (PTB)¹ a fait une apparition remarquée, conquérant plusieurs sièges. Ironie de l'histoire, ce parti, qui affiche une structure nationale, a également raflé 8% des voix et plusieurs sièges au conseil communal d'Anvers, devenant l'autre grand vainqueur, presque ignoré, du scrutin.

GERALD DE HEMPTINNE

1 En Flandre, ce parti s'appelle PvdA (*Partij van de Arbeid*).